

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Mercredi, 23 juin 1937.

N° 46

Mittwoch, 23. Juni 1937.

Arrêté grand-ducal du 23 juin 1937, concernant le personnel de l'Office des Assurances sociales.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 27 juillet 1935, concernant les droits et devoirs ainsi que les conditions de nomination, de rémunération et de retraite des fonctionnaires et employés de l'Office des Assurances sociales ;

Vu l'art. 282 de la loi du 17 décembre 1925, sur le Code des assurances sociales, modifié par la loi du 6 septembre 1933 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre du travail et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

L'arrêté grand-ducal du 27 juillet 1935, concernant les droits et devoirs et les conditions de nomination, de rémunération et de retraite des fonctionnaires et employés de l'Office des Assurances sociales, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Le présent règlement est applicable à tous les employés de l'Office des assurances sociales nommés par les comités-directeurs, à l'exception du personnel attaché aux hôpitaux, sanatoria etc. exploités par les établissements d'assurances, et des personnes chargées exclusivement de travaux manuels.

Quant aux fonctionnaires de l'Etat attachés à l'Office, leur situation est régie par les lois et les règlements généraux concernant les fonctionnaires

Großh. Beschluß vom 23. Juni 1937, betreffend die Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalt.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 27. Juli 1935, betreffend die Rechte und Pflichten sowie die Bedingungen bezüglich der Ernennung, der Entschädigung und der Pension der Beamten und Angestellten des sozialen Versicherungsamtes ;

Nach Einsicht des Art. 282 des Gesetzes vom 17. Dezember 1925, über die Sozialversicherungsordnung, abgeändert durch das Gesetz vom 6. September 1933 ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres Ministers der Arbeit und der sozialen Fürsorge, und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Der Großh. Beschluß vom 27. Juli 1935 über die Rechte und Pflichten sowie die Bedingungen bezüglich der Ernennung, der Entschädigung und der Pension der Beamten und Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalt, wird durch folgende Bestimmungen ersetzt :

Art. 1. Gegenwärtiges Reglement ist auf alle Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalt anwendbar, welche durch Vorstandsbeschluß ernannt werden, mit Ausnahme des Personals der Krankenhäuser, Sanatorien usw., die durch die Soziale Versicherungsanstalt betrieben werden, sowie der ausschließlich mit manuellen Arbeiten betrauten Personen.

Was die der Sozialen Versicherungsanstalt zugeleiteten Staatsbeamten anbelangt, so wird ihre Lage durch die allgemeinen Gesetze und Reglemente be-

publics, sauf l'application de celles des dispositions du présent statut qui concernent expressément et les fonctionnaires et les employés de l'Office.

Chapitre 1^{er}. — Conditions de nomination.

Art. 2. Nul n'est admis définitivement au service de l'Office des assurances sociales, s'il n'est âgé de 18 ans accomplis resp. de 30 ans au plus, sauf dérogation pour des emplois exigeant des connaissances spéciales, et s'il n'a fait preuve par un examen et par un stage, qu'il possède les connaissances, les aptitudes et les qualités requises comme expéditionnaire ou comme commis.

Le stage précède l'examen d'admission définitif; il dure trois ans.

L'admission au stage d'expéditionnaire ou de commis a lieu par décision du comité-directeur à la suite d'un examen.

Elle ne vaut que pour une année; pour que le stage dure, il faut que l'admission soit renouvelée d'année en année.

Toute admission au stage est révocable à tout moment.

A la fin de la troisième année de stage, le candidat aura à subir un examen qui décidera de son admission définitive et de son classement.

En cas d'insuccès à cet examen, le stage peut être prolongé d'une année, à l'expiration de laquelle le candidat devra se représenter à l'examen. Un nouvel échec entraîne l'élimination définitive du candidat.

Feront l'objet d'une décision des comités-directeurs à approuver par le Gouvernement :

a) le programme et la procédure de ces deux examens, de même que les conditions et les formalités à remplir par les postulants au stage ;

b) les cas dans lesquels les conditions de stage et d'examens seront susceptibles d'exception ou de tempérament.

Il peut être alloué aux stagiaires une indemnité à fixer par les comités-directeurs et à approuver par le Gouvernement, laquelle ne pourra dépasser le minimum du traitement qu'ils toucheraient lors de leur nomination définitive.

treffend die Staatsbeamten geregelt, unbeschadet der Anwendung derjenigen Bestimmungen gegenwärtigen Statuts, welche ausdrücklich sowohl die Beamten als auch die Angestellten des Sozialen Versicherungsamtes betreffen.

Kapitel I. — Anstellungsbedingungen.

Art. 2. Niemand wird endgültig zum Dienste in der Sozialen Versicherungsanstalt zugelassen, wenn er nicht volle 18 Jahre alt ist, bezw. wenn er das Alter von 30 Jahren überschritten hat — eine Ausnahme bilden die Dienststellen, welche besondere Kenntnisse erfordern — und durch eine Prüfung und Probeprobierzeit die erforderlichen Kenntnisse, Fähigkeiten und Eigenschaften für den Posten eines Kanzlisten oder Kommiss nachgewiesen hat.

Der Probeprobierdienst geht der endgültigen Aufnahmeprüfung vorher und dauert drei Jahre.

Die Zulassung zum Probeprobierdienst als Kanzlist oder Kommiss erfolgt durch Entscheidung des Vorstandes und nach Ablegung einer Prüfung.

Die Zulassung gilt bloß für ein Jahr und muß, um als Probezeit zu gelten, von Jahr zu Jahr erneuert werden.

Jede Zulassung zum Probeprobierdienst ist jederzeit widerruflich.

Nach Ablauf des dritten Probejahres muß sich der Kandidat einer Prüfung unterziehen, welche über seine endgültige Aufnahme und Einlassierung entscheidet.

Hat der Kandidat diese Prüfung nicht bestanden, so kann die Probezeit um ein Jahr verlängert werden, nach dessen Ablauf er sich wieder zur Prüfung stellen muß. Im Falle eines neuen Mißerfolges wird der Kandidat endgültig ausgeschlossen.

Durch Vorstandsbeschluß und regierungsseitige Genehmigung werden bestimmt :

a) der Prüfungsstoff und das Verfahren dieser beiden Prüfungen sowie die durch die Kandidaten zu erfüllenden Bedingungen ;

b) die Fälle in welchen bezüglich der Bedingungen über Probeprobierdienst und Prüfung eine Ausnahme und Erleichterung zulässig ist.

Den Stagiaren kann eine Entschädigung gewährt werden, die von den Vorständen festzusetzen und von der Regierung zu genehmigen ist; sie darf das ihnen bei der endgültigen Anstellung zustehende Mindestgehalt nicht übersteigen.

Les conditions d'admission et de stage applicables à l'égard des candidats pour le poste de médecin, d'ingénieur, d'actuaire et d'actuaire-adjoint sont fixées par une décision du comité-directeur afférent resp. des comités-directeurs afférents à approuver par le Gouvernement.

Art. 3. Toutes les décisions qui sont déferées aux comités-directeurs par le présent règlement, rentrent dans la compétence du comité-directeur afférent ou des comités-directeurs afférents s'il s'agit d'une affaire qui ne concerne qu'une ou deux des sections de l'Office, et dans la compétence des comités-directeurs réunis, si l'affaire en question concerne les trois sections de l'Office.

Art. 4. Indépendamment des emplois organiques prévus au cadre du personnel (art. 7), le comité afférent peut, d'accord avec le Gouvernement, engager des auxiliaires pour un temps ou une besogne déterminés et non soumis à la condition de l'examen.

Les auxiliaires chargés de travaux d'un commis ou d'un expéditionnaire toucheront une indemnité à fixer par les comités-directeurs et à approuver par le Gouvernement, laquelle ne pourra dépasser le minimum visé à l'avant-dernier alinéa de l'art. 2.

Art. 5. Pour être nommés au grade de sous-chef de bureau, de contrôleur, de comptable, de chef de bureau ou de chef-comptable, les candidats doivent avoir passé avec succès un examen sur les matières qui seront déterminées par un programme à arrêter par les comités-directeurs.

Sont dispensés de cet examen les employés qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, ont au moins le grade de sous-chef de bureau ou bien sont âgés de plus de 40 ans.

Pour les employés ayant plus de 10 années de service à l'Office au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, cet examen aura le caractère d'une épreuve pratique, écrite et orale.

Dispense de l'examen peut encore être accordée en faveur des commis actuellement en service, par décision du comité-directeur à approuver par le Gouvernement, mais exclusivement pour la promotion au grade de sous-chef de bureau.

Die auf die Kandidaten für den Posten eines Arztes, eines Ingenieurs, eines Actuars und Hilfsactuars anwendbaren Zulassungs- und Probefriedensbedingungen werden durch einen von der Regierung zu genehmigenden Beschluß des zuständigen Vorstandes bezw. der zuständigen Vorstände festgesetzt.

Art. 3. Für alle Beschlüsse die gemäß diesem Reglement von den Vorständen zu treffen sind, sind der diesbezügliche Vorstand oder die diesbezüglichen Vorstände zuständig, falls es sich um Fragen handelt, die eine oder zwei Abteilungen des Versicherungsamtes betreffen; für solche die sich auf die drei Abteilungen beziehen, sind die vereinigten Vorstände zuständig.

Art. 4. Unabhängig von den in den cadres vorgesehenen ordentlichen Dienststellen (Art. 7) kann der zuständige Vorstand im Einverständnis mit der Regierung für eine bestimmte Zeit oder Arbeit Auxiliärpersonal einstellen, welches der Prüfungsbedingung nicht unterliegt.

Die mit den Arbeiten eines Kommis oder eines Kanzlisten betrauten Hilfsangestellten beziehen eine durch die Vorstände festzusetzende und von der Regierung zu genehmigende Entschädigung. Letztere kann nicht höher sein als das in Art. 2, vorletzter Absatz vorgesehene Gehaltsminimum.

Art. 5. Um zum Unterbureauvorsteher, Kontrolleur, Buchführer, Bureauvorsteher oder Hauptbuchführer ernannt zu werden, müssen die Kandidaten mit Erfolg ein Examen über einen durch Vorstandsbeschuß festzusetzenden Prüfungsstoff abgelegt haben.

Von diesem Examen sind diejenigen Angestellten entbunden, die am Tage des Intraftretens gegenwärtigen Reglementes wenigstens im Range eines Unterbureauvorstehers stehen oder über 40 Jahre alt sind.

Für diejenigen Angestellten, die beim Intraftreten dieses Reglementes mehr als 10 Dienstjahre zählen, wird dieses Examen in Form einer praktischen Prüfung und zwar schriftlich und mündlich erfolgen.

Ausschließlich für die Beförderung zum Posten eines Unterbureauvorstehers kann den zur Zeit im Dienste stehenden Kommis Dispens von der vorgesehene Prüfung erteilt werden auf Grund eines seitens der Regierung zu genehmigenden Vorstandsbeschlusses.

Pour déterminer l'avancement, il sera pris égard non seulement au résultat de cet examen, mais encore à l'ancienneté, à la conduite générale de l'employé, à l'aptitude dont il aura fait preuve dans son travail journalier et à son exactitude dans l'accomplissement de ses devoirs.

Art. 6. Les employés de l'Office sont nommés par les comités-directeurs afférents, s'il s'agit d'employés attachés à une seule ou le cas échéant à deux des sections de l'Office, sinon par les comités-directeurs réunis.

Les conseillers prévus à l'art. 282, al. 3, de la loi du 6 septembre 1933 sont nommés par le Gouvernement — les comités-directeurs afférents resp. les comités-directeurs réunis, d'après la distinction établie à l'alinéa précédent, entendus dans leurs propositions.

Chapitre II. — Des traitements et des indemnités.

Art. 7. Le cadre du personnel de l'Office des assurances sociales comprend, en dehors du président, les fonctions et emplois suivants :

A. Pour le service central et les services communs :

- 1 vice-président ou 1 conseiller ;
- 1 inspecteur ;
- 1 actuaire ou 1 actuaire-adjoint ;
- 1 sous-chef de bureau ;
- 1 sous-chef de bureau-archiviste ;
- 1 sous-chef de bureau-caissier.

B. Pour l'assurance-accidents, section industrielle :

- 1 médecin en chef et 1 médecin-adjoint ;
- 1 ingénieur ;
- 1 chef de service ;
- 3 chefs de bureau ;
- 1 chef-comptable ;
- 6 sous-chefs de bureau et 1 contrôleur.

C. Pour l'assurance-accidents, section agricole :

- 1 médecin-contrôleur ;
- 1 chef de bureau ;
- 1 sous-chef de bureau ;
- 1 sous-chef de bureau-comptable.

D. Pour l'assurance-vieillesse et invalidité :

- 1 conseiller ;
- 2 chefs-de bureau ;

Ausschlaggebend für die Beförderung ist nicht allein das Resultat dieses Examens, sondern ebenfalls das Dienstalter, die Aufführung des Angestellten im Allgemeinen, die bei der Erledigung seiner täglichen Arbeit bewiesene Befähigung sowie die Zuverlässigkeit in der Erfüllung seiner Pflichten.

Art. 6. Die Angestellten des Versicherungsamtes werden durch die zuständigen Vorstände ernannt, falls sie einer oder gegebenenfalls zwei Abteilungen angehören; andernfalls erfolgt die Ernennung durch die vereinigten Vorstände.

Die in Art. 282, Abs. 3 des Gesetzes vom 6. September 1933 vorgesehenen Räte werden von der Regierung ernannt und zwar nach Anhören der zuständigen bezw. der vereinigten Vorstände gemäß der im vorhergehenden Absatz festgelegten Unterabteilung.

Kapitel II. — Gehälter und Entschädigungen.

Art. 7. Die cadres der Sozialen Versicherungsanstalt begreifen außer dem Präsidenten nachstehende Ämter und Dienststellen:

A. Für den Zentraldienst und die gemeinsamen Dienstzweige:

- 1 Vizepräsident oder 1 Rat;
- 1 Inspektor;
- 1 Aktuar oder 1 Hilfsaktuar;
- 1 Unterbureauvorsteher;
- 1 Unterbureauvorsteher-Archivar;
- 1 Unterbureauvorsteher-Kassierer.

B. Für die gewerbliche Unfallversicherung:

- 1 Chef-Arzt und 1 Arzt;
- 1 Ingenieur;
- 1 Dienstchef;
- 3 Bureauvorsteher;
- 1 Hauptbuchführer;
- 6 Unterbureauvorsteher und 1 Kontrolleur.

C. Für die land- und forstwirtschaftliche Unfallversicherung:

- 1 Kontrollarzt;
- 1 Bureauvorsteher;
- 1 Unterbureauvorsteher;
- 1 Unterbureauvorsteher-Buchführer.

D. Für die Alters- und Invalidenversicherung:

- 1 Rat;
- 2 Bureauvorsteher;

1 comptable pouvant avancer au grade de chef de bureau ;

5 sous-chefs de bureau et 1 contrôleur.

Par décision des comités-directeurs approuvée par le Gouvernement, certains emplois peuvent être transférés, dans la limite de ce cadre, d'une des quatre divisions de l'Office à une autre.

Le cadre de l'Office comprend, en outre, des emplois de commis, d'agent-contrôleur, d'expéditionnaire, de concierge et de garçon de bureau, employés dont le nombre est fixé, suivant les besoins du service, par décision des comités-directeurs à approuver par le Gouvernement.

Art. 8. Les émoluments des fonctionnaires et employés de l'Office sont fixés aux chiffres de traitement qui répondent aux groupes énumérés ci-après du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913 :

Président, groupe XX ;
vice-président, groupe XVIII ;
conseiller, groupe XV ;
médecin en chef, }
médecin-adjoint, } groupe XIV ;
médecin-contrôleur, }
ingénieur, groupe XIII ;
inspecteur, groupe XII b ;
actuaire, groupe XII a ;
chef de service, groupe X b ;
chef de bureau, groupe IX ;
chef-comptable, groupe IX ;
actuaire-adjoint, groupe VII ;
comptable, groupe VII ;
sous-chef de bureau et contrôleur, groupe VI ;
commis et agent-contrôleur, groupe V a ;
expéditionnaire, groupe III ;
garçon de bureau, groupe I.

Art. 9. Après 12 années de bons et loyaux services dans leur fonction, les conseillers, s'ils sont docteurs en droit, et l'ingénieur porteur du diplôme universitaire, pourront obtenir le traitement correspondant au groupe XVII du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913.

Après 12 années de bons et loyaux services à partir de la nomination définitive, les médecins pourront obtenir le traitement du groupe XVIII du tableau A annexé à la loi du 29 juillet 1913.

1 Buchführer, der zum Grad eines Bureauvorstehers befördert werden kann ;

5 Unterbureauvorsteher und 1 Kontrolleur.

Durch Beschluß der Vorstände und nach Genehmigung durch die Regierung können gewisse Dienststellen in den Grenzen dieser Kadres von einer der vier Abteilungen in eine andere verlegt werden.

Außerdem begreift der Personalbestand des Versicherungsamtes Kommis-, Kontrollagenten-, Kanzlisten-, Pförtner- und Bureaudienerdienststellen. Die Zahl dieser Posten wird den Bedürfnissen entsprechend durch einen von der Regierung zu genehmigenden Vorstandsbeschluß festgesetzt.

Art. 8. Die Bezüge der Beamten und Angestellten der Versicherungsanstalt sind festgesetzt auf die Gehälter, die den nachbezeichneten und in der Tabelle A des Gesetzes vom 29. Juli 1913 aufgeführten Gruppen entsprechen :

Präsident, Gruppe XX ;
Vizepräsident, Gruppe XVIII ;
Rat, Gruppe XV ;
Chef-Arzt, }
Arzt, } Gruppe XIV ;
Kontrollarzt, }
Ingenieur, Gruppe XIII ;
Inspektor, Gruppe XII b
Aktuar, Gruppe XII a ;
Dienstchef, Gruppe X b ;
Bureauvorsteher, Gruppe IX ;
Hauptbuchführer, Gruppe IX ;
Hilfsaktuar, Gruppe VII ;
Buchführer, Gruppe VII ;
Unterbureauvorsteher und Kontrolleur, Gruppe VI ;
Kommis und Kontrollagenten, Gruppe V a ;
Kanzlisten, Gruppe III ;
Bureaudiener, Gruppe I.

Art. 9. Nach 12 Jahren guter und treuer Dienste in ihrem Amte, können die Räte, falls sie Doktor der Rechte sind, sowie der Ingenieur, falls er Inhaber eines Universitätsdiploms ist, das Gehalt der Besoldungsgruppe XVII der dem Gesetz vom 29. Juli 1913 beigefügten Tabelle A erhalten.

Nach 12 Jahren guter und treuer Dienste, von der definitiven Ernennung an gerechnet, können die Ärzte das Gehalt der Besoldungsgruppe XVIII der dem Gesetz vom 29. Juli 1913 beigefügten Tabelle A erhalten.

L'inspecteur peut être promu au grade de conseiller avec le traitement correspondant.

Après 12 années de bons et loyaux services dans leur grade, le chef de bureau de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole, et un des chefs de bureau de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité pourront obtenir le grade et le traitement de chef de service.

Après 12 années de bons et loyaux services dans son grade, l'actuaire-adjoint pourra obtenir le traitement du groupe IX du barème des fonctionnaires de l'Etat.

Le grade et le traitement de sous-chef de bureau pourront être conférés à trois commis de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle, et à trois commis de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité qui ont à leur actif 20 années de bons et loyaux services. Ce délai est toutefois réduit à 15 années en faveur des commis actuellement en fonctions. Ces grades seront conférés sur la base de l'ancienneté et de l'aptitude générale.

Toutes les décisions prévues aux alinéas 1, 2, 4 et ss. du présent article sont prises par les comités-directeurs afférents avec l'approbation du Gouvernement.

Art. 10. Les traitements et les indemnités fixés au mois sont payables mensuellement et d'avance.

Art. 11. Sont applicables aux agents de l'Office dont les traitements sont fixés aux art. 8 et 9 qui précèdent :

- a) les dispositions des art. 10 à 16 incl. et 18 de la loi du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires ;
- b) les dispositions des art. 3, 4, 6, 7 et 9, al. 1 et 7 de la loi du 29 juillet 1913 sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat ;
- c) celles de l'art. 2 de la loi du 28 mai 1919 portant augmentation des traitements etc. pour autant qu'elles restent en vigueur ;
- d) celles des art. 1^{er}, 2, 3 de la loi du 28 juillet 1925 concernant l'adaptation des traitements et pensions au coût de la vie, de la loi du 13 décembre 1926, des art. 1^{er} de la loi du 25 mars 1929 et 9 de la loi du 14 juillet 1932 ;

Der Inspektor kann zum Rat mit dem entsprechenden Gehalt befördert werden.

Nach 12 Jahren guter und treuer Dienste in ihrem Grade können der Bureauvorsteher der land- und forstwirtschaftlichen Unfallversicherungsgenossenschaft sowie ein Bureauvorsteher der Alters- und Invalidenversicherungsanstalt den Rang und das Gehalt eines Dienstchefs erhalten.

Nach 12 Jahren guter und treuer Dienste in seinem Grade kann der Hilfsaktuar das Gehalt der Gruppe IX der Gehälterordnung der Staatsbeamten erhalten.

Der Grad und das Gehalt eines Unterbureauvorstehers können drei Kommiss der gewerblichen Unfallversicherungsgenossenschaft sowie drei Kommiss der Alters- und Invalidenversicherungsanstalt nach 20 Jahren guter und treuer Dienste verliehen werden. Diese Frist wird jedoch zu Gunsten der zur Zeit im Dienste stehenden Kommiss auf 15 Jahre herabgesetzt. Diese Grade werden auf Grund des Dienstalters und der allgemeinen Fähigkeit verliehen.

Alle in Abs. 1, 2, 4 und ff. dieses Artikels vorgesehenen Beschlüsse erfolgen durch die zuständigen Vorstände mit Genehmigung der Regierung.

Art. 10. Die pro Monat festgesetzten Gehälter und Entschädigungen sind monatlich und im Voraus zahlbar.

Art. 11. Auf die Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalt, deren Gehalt durch vorstehende Art. 8 und 9 festgesetzt ist, sind anwendbar :

- a) die Bestimmungen der Art. 10 bis 16 einschließlich und 18 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Staatsbeamten ;
- b) die Bestimmungen der Art. 3, 4, 6, 7 und 9, Abs. 1 und 7 des Gesetzes vom 29. Juli 1913 über die Gehälter der Staatsbeamten ;
- c) diejenigen des Art. 2 des Gesetzes vom 28. Mai 1919 insofern sie in Kraft bleiben ;
- d) diejenigen der Art. 1, 2, 3 des Gesetzes vom 28. Juli 1925 betreffend die Anpassung der Gehälter und Pensionen an die Teuerung, des Gesetzes vom 13. Dezember 1926, der Art. 1 des Gesetzes vom 25. März 1929 und 9 des Gesetzes vom 14. Juli 1932 ;

e) celles des art. 1^{er}, 2 et 3, al. 1^{er} de la loi du 20 avril 1937, portant modification des lois des 28 juillet 1925, 13 décembre 1926 et 25 mars 1929, concernant l'adaptation des traitements et pensions au coût de la vie, ainsi que des règlements d'administration publique pris en vertu de l'al. 3 de l'art. 1^{er}.

Art. 12. Sont applicables aux employés de l'Office les dispositions suivantes, concernant les frais de route et de séjour :

1^o art. 1^{er} à 8 incl., art. 10, 11, 14, 15, 17 et 18 de l'arrêté grand-ducal du 14 mars 1922, portant règlement général des frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat ;

2^o arrêté grand-ducal du 14 mars 1922, concernant la modification du tarif des indemnités de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat ;

3^o arrêté grand-ducal du 27 avril 1925, portant modification de l'art. 9 du règlement général des frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat ;

4^o arrêté grand-ducal du 29 juillet 1927, portant modification du taux des indemnités de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat.

L'assimilation au point de vue des frais de route et de séjour des fonctionnaires et des employés de l'Office aux groupes prévus par les tarifs en vigueur pour les agents de l'Etat, se fera par une délibération des comités-directeurs à approuver par le Gouvernement.

Art. 13. Les traitements et indemnités des employés et des agents inférieurs non mentionnés dans les articles qui précèdent seront fixés par une décision des comités-directeurs à approuver par le Gouvernement.

Seront fixées de la même manière les indemnités à allouer aux fonctionnaires, employés et agents de l'Office :

a) en cas d'engagement pour une occupation partielle ;

b) à titre de frais de bureau et de loyer, d'indemnisation pour pertes de fonds, de frais de représentation et de montant aversionnel pour frais de route et de séjour ;

e) diejenigen der Art. 1, 2 und 3, Abs. 1, des Gesetzes vom 20. April 1937, durch welches die Gesetze vom 28. Juli 1925, 13. Dezember 1926 und 25. März 1929, die Anpassung der Gehälter und Pensionen an die Kosten der Lebenshaltung betreffend, abgeändert werden, sowie die kraft Abs. 3 von Art. 1 erlassenen öffentlichen Verwaltungsreglemente.

Art. 12. Auf die Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalt sind nachstehende Bestimmungen über die Reise- und Aufenthaltskosten anwendbar :

1. Art. 1 bis 8 einschließlic, Art. 10, 11, 14, 15, 17 und 18 des Großh. Beschlusses vom 14. März 1922, wodurch die Reise- und Aufenthaltskosten der Beamten und Angestellten des Staates geregelt werden ;

2. Großh. Beschluß vom 14. März 1922, wodurch die den Beamten und Angestellten des Staates zustehenden tarifmäßigen Aufenthaltskosten abgeändert werden ;

3. Großh. Beschluß vom 27. April 1925, wodurch Art. 9 des allgemeinen Reglementes über Reise- und Aufenthaltskosten der Beamten und Angestellten abgeändert wird ;

4. Großh. Beschluß vom 29. Juli 1927, wodurch die den Beamten und Angestellten des Staates zustehenden tarifmäßigen Aufenthaltskosten abgeändert werden.

Inbetreff der Reise- und Aufwandskosten erfolgt die Anpassung der Dienststellen des Versicherungsamtes an die für die Staatsbeamten vorgesehenen Gruppen durch einen von der Regierung zu genehmigenden Vorstandsbeschuß.

Art. 13. Die Gehälter und Entschädigungen der in den vorstehenden Artikeln nicht erwähnten Angestellten und des subalternen Personals werden durch einen seitens der Regierung zu genehmigenden Vorstandsbeschuß festgesetzt.

In gleicher Weise werden die den Beamten, Angestellten und Agenten des Sozialversicherungsamtes zu gewährenden Entschädigungen festgesetzt :

a) bei Einstellung für eine teilweise Beschäftigung ;

b) für Bureaukosten und Miete, Stassenverluste, Repräsentationsgelder und Pauschale der Reise- und Aufenthaltskosten ;

c) pour travaux temporaires ou extraordinaires et en rémunération de toute espèce de services ou d'impenses particulières.

Art. 14. Les réclamations contentieuses en matière de traitements, d'émoluments accessoires et de pensions peuvent donner lieu aux recours prévus à l'art. 319 du Code des assurances sociales, sans préjudice du droit des parties de recourir aux tribunaux pour faire statuer sur toutes les questions qui sont de leur compétence.

Art. 15. Dans tous les cas où des dispositions qui concernent les agents de l'Etat sont déclarées applicables aux employés de l'Office, les décisions ou interventions qui sont attribuées au Gouvernement par rapport aux fonctionnaires publics seront dévolues aux comités-directeurs à l'égard des employés de l'Office.

Aux cas où une mesure à prendre ou à sanctionner par le chef de l'Etat est prévue par les textes en question, la mesure analogue sera prise, quant aux employés de l'Office, par les comités-directeurs avec l'approbation du Gouvernement.

Les comités-directeurs peuvent déléguer leurs attributions au président.

Art. 16. Quand un employé ou fonctionnaire de l'Etat passe au service de l'Office, les années de service qu'il a eues antérieurement auprès de l'Etat lui seront portées en compte dans sa situation nouvelle d'une manière équivalente sous tous les rapports.

De même les années antérieures passées en qualité d'employé de l'Office des assurances sociales seront portées en compte au titulaire qui obtient la qualité de fonctionnaire de l'Etat auprès de l'Office.

Chapitre III. — Des devoirs des employés de l'Office.

Art. 17. Sont applicables aux employés de l'Office des assurances sociales :

- a) les dispositions des art. 3 à 6 incl., 8, 9 et 19 de la loi du 8 mai 1872 ;
- b) celles des art. 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 14 juillet 1932, concernant les droits et devoirs et les traitements des fonctionnaires de l'Etat ;

c) für vorübergehende oder außergewöhnliche Arbeiten und als Entgelt für Dienstleistungen oder für besondere Kosten jeder Art.

Art. 14. Streitfragen über Gehälter, Nebenbezüge und Pensionen können zu den in Art. 319 der Sozialversicherungsordnung vorgesehenen Berufungen Anlaß geben, unbeschadet des Rechts der Parteien, die Gerichte anzurufen zwecks Entscheid über sämtliche Fragen, für welche letztere zuständig sind.

Art. 15. In allen Fällen, wo Bestimmungen betreffend die Staatsbeamten auf die Angestellten des Versicherungsamtes anwendbar sind, sind die der Regierung hinsichtlich der Staatsbeamten zustehenden Entscheidungen oder Befugnisse den Vorständen zugewiesen, insofern die Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalt in Betracht kommen.

Falls die in Frage kommenden Texte eine Maßnahme oder eine Sanktion durch das Staatsoberhaupt vorsehen, erfolgt dieselbe Maßnahme den Angestellten des Versicherungsamtes gegenüber durch die Vorstände, nach Genehmigung seitens der Regierung.

Die Vorstände können dem Präsidenten ihre Befugnisse übertragen.

Art. 16. Tritt ein Angestellter oder Beamter des Staates in die Dienste des Versicherungsamtes über, so werden ihm die vorher im Dienste des Staates verbrachten Jahre in seiner neuen Stellung als in jeder Beziehung gleichwertig in Anrechnung gebracht.

Desgleichen werden die vorher als Angestellter der Sozialen Versicherungsanstalt verbrachten Dienstjahre demjenigen Titular angerechnet, der die Eigenschaft eines Staatsbeamten beim Versicherungsamte erhält.

Kapitel III. — Pflichten der Angestellten des Sozialversicherungsamtes.

Art. 17. Auf die Angestellten des Sozialversicherungsamtes sind anwendbar :

- a) die Bestimmungen der Art. 3 bis 6 einschließlich, 8, 9 und 19 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 ;
- b) diejenigen der Art. 2, 3, 4, 5 und 6 des Gesetzes vom 14. Juli 1932 über die Rechte und Pflichten sowie die Gehälter der Staatsbeamten ;

c) celles des art. 1^{er}, 4, 6 et 7 de la loi du 14 avril 1934, concernant les cumuls.

Chapitre IV. — De la cessation des emplois.

Art. 18. Sont applicables aux employés de l'Office :

a) les dispositions des art. 20 à 25 de la loi du 8 mai 1872 pour autant qu'elles sont encore en vigueur ;

b) l'art. 15 de la loi du 25 mars 1929 portant publication des textes coordonnés sur les pensions et l'art. 6 de la loi du 14 juillet 1932.

Chapitre V. — De la discipline.

Art. 19. Sont applicables aux employés de l'Office :

a) les dispositions des art. 26 à 36 incl. de la loi du 8 mai 1872 ;

b) les dispositions des art. 7 et 8 de la loi du 14 juillet 1932, ainsi que celles de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1932 concernant le Conseil de discipline prévu par l'art. 7 de la loi prévisée.

Les attributions qui sont conférées par l'art. 31 de la loi du 8 mai 1872 aux chefs d'administration seront exercées par le président à l'égard des employés de l'Office.

Par dérogation aux dispositions du même article, l'employé frappé par le président d'une peine disciplinaire peut dans les quinze jours de la notification de la décision prendre un recours auprès des comités-directeurs afférents qui statuent sans appel. L'acte de notification fera mention de cette faculté.

Contre les décisions disciplinaires prises en première instance par les comités-directeurs, l'employé intéressé peut interjeter appel, suivant les mêmes modalités, au Gouvernement, dont la sentence ne comportera plus de recours ultérieur.

Par dérogation à l'al. 5 de l'art. 7 de la loi du 14 juillet 1932, le Conseil est saisi par les comités-directeurs, des affaires disciplinaires qui concernent l'Office.

Chapitre VI. — Des pensions.

Art. 20. Sont applicables aux employés de l'Of-

c) diejenigen der Art. 1, 4, 6 und 7 des Gesetzes vom 14. April 1934 betreffend die Nebenbeschäftigungen.

Kapitel IV. — Auflösung des Dienstverhältnisses.

Art. 18. Auf die Angestellten des Sozialversicherungsamtes sind anwendbar :

a) die Bestimmungen der Art. 20 bis 25 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 insoweit dieselben sich noch in Kraft befinden ;

b) Art. 15 des Gesetzes vom 25. März 1929 betreffend Veröffentlichung der koordinierten Pensionsgesetzgebung sowie Art. 6 des Gesetzes vom 14. Juli 1932.

Kapitel V. — Disziplinarbestimmungen.

Art. 19. Auf die Angestellten des Versicherungsamtes sind anwendbar :

a) die Bestimmungen der Art. 26 bis 36 einschließlich des Gesetzes vom 8. Mai 1872 ;

b) die Bestimmungen der Art. 7 und 8 des Gesetzes vom 14. Juli 1932 sowie diejenigen des Großh. Beschlusses vom 21. Dezember 1932 betreffend den durch Art. 7 des vorgenannten Gesetzes vorgesehenen Disziplinarrat.

Die Befugnisse, die gemäß Art. 31 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 den Verwaltungschefs zustehen, werden, insoweit es sich um die Angestellten des Versicherungsamtes handelt, vom Präsidenten ausgeübt.

In Abweichung der Bestimmungen desselben Artikels kann der Angestellte, gegen den vom Präsidenten eine Disziplinarstrafe verhängt wurde, binnen 14 Tagen nach Zustellung der Entscheidung, bei den zuständigen Vorständen Berufung einlegen. Letztere entscheiden endgültig. In der Zustellung muß das Berufungsrecht ausdrücklich erwähnt sein.

Gegen die in erster Instanz von den Vorständen getroffenen Disziplinarmaßnahmen kann der Angestellte in ähnlicher Weise bei der Regierung Berufung einlegen, deren Entscheidung endgültig ist.

In Abweichung von Art. 7, Abs. 5 des Gesetzes vom 14. Juli 1932, wird der Disziplinarrat durch die Vorstände mit den das Versicherungsamt betreffenden Disziplinarangelegenheiten befaßt.

Kapitel VI. — Pensionen.

Art. 20. Nachstehende Bestimmungen des Ge-

fice les dispositions suivantes de la loi du 25 mars 1929 portant publication des textes coordonnés sur les pensions :

Art. 1^{er}, lit. A ; 2 ; 3 lit. A ; 4 à 7 incl. ; 8 al. 1^{er} ; 9 ; 11 à 15 incl. ; 25 lit. A ; 26 à 29 incl. ; 31 al. 1^{er} ; 34 à 39 incl. ; 40, al. 1^{er} ; 41 à 45 incl. ; 47 à 53 incl. ; 57 ; 58 ; 61 ; 64 à 79 incl.

Le bénéfice de l'application de l'art. 34 est accordé aux employés de l'Office qui jouissent d'un logement de service gratuit.

Les pensions sont accordées par les comités-directeurs, sauf, bien entendu, les recours prévus à l'art. 14 du présent règlement.

L'autorisation de résider à l'étranger prévue à l'art. 69 de la loi susvisée est également accordée par les comités-directeurs. Il en est de même du retrait de la pension conformément à l'art. 12 in fine ; cette dernière décision donne lieu aux recours visés à l'alinéa qui précède.

Est également applicable aux fonctionnaires et employés de l'Office la loi du 17 septembre 1936, portant réduction de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 21. Sans préjudice des mesures prévues par l'art. 26 de la loi du 25 mars 1929 prévue, les comités-directeurs peuvent allouer, par décision approuvée de la part du Gouvernement, une indemnité spéciale aux fonctionnaires ou employés de l'Office resp. à leurs familles, dans tous les cas où ils ont subi un accident ou des blessures ou un préjudice quelconque dans l'exercice de leurs fonctions.

De plus, il appartient aux comités-directeurs d'accorder, sous l'approbation du Gouvernement, aux anciens employés de l'Office ou à leurs ayants droit, soit des secours soit des subsides permanents dans les cas analogues à ceux qui sont envisagés par les crédits afférents du budget de l'Etat en faveur des fonctionnaires publics.

Chapitre VII. — Dispositions spéciales et transitoires.

Art. 22. L'ingénieur attaché actuellement au service de l'Association d'assurance contre les

fehes vom 25. März 1929 betreffend Veröffentlichung der koordinierten Pensionsgesetzgebung sind anwendbar auf die Angestellten des Sozialversicherungsamtes:

Art. 1, lit. A ; 2, 3, lit. A ; 4 bis 7 einschließlich ; 8, Abs. 1 ; 9, 11 bis 15 einschließlich ; 25, lit. A ; 26 bis 29 einschließlich ; 31, Abs. 1 ; 34 bis 39 einschließlich ; 40, Abs. 1 ; 41 bis 45 einschließlich ; 47 bis 53 einschließlich ; 57, 58, 61, 64 bis 79 einschließlich.

Die Anwendung des Art. 34 erfolgt zu Gunsten derjenigen Angestellten, welche über eine freie Dienstwohnung verfügen.

Die Pensionen werden durch die Vorstände zuerkannt, unbeschadet des in Art. 14 gegenwärtigen Reglementes vorgesehenen Berufsrechtes.

Die in Art. 69 des vorbezeichneten Gesetzes vorgesehene Ermächtigung zum Aufenthalt im Ausland, wird ebenfalls durch die Vorstände erteilt. Gemäß Art. 12, Schlussabsatz trifft das Gleiche zu für den Entzug der Pension; letztgenannter Entscheid kam zu der im vorstehenden Absatz erwähnten Berufung Anlaß geben.

Auf die Angestellten und Beamten der Sozialen Versicherungsanstalt ist ebenfalls das Gesetz vom 17. September 1936 anwendbar, wodurch die Altersgrenze der Staatsbeamten herabgesetzt wird.

Art. 21. Unbeschadet der durch Art. 26 des Gesetzes vom 25. März 1929 vorgesehenen Maßnahmen, können die Vorstände, durch einen seitens der Regierung zu genehmigenden Beschluß, den Beamten und Angestellten des Versicherungsamtes bezw. deren Familien, eine besondere Entschädigung zuerkennen, und zwar in allen Fällen, wo sie in Ausübung ihres Dienstes einen Unfall, eine Verletzung oder irgend einen Nachteil erlitten haben.

Außerdem steht es den Vorständen frei, mit Genehmigung der Regierung den früheren Beamten des Versicherungsamtes oder deren Rechtsnachfolger entweder Unterstützungen oder Subsidien zu gewähren, in den ähnlichen Fällen wie sie durch die diesbezüglichen Kredite im Staatsbudget zu Gunsten der Staatsbeamten vorgesehen sind.

Kapitel VII. — Spezial- und Übergangsbestimmungen.

Art. 22. Der gegenwärtig bei der gewerblichen Unfallversicherung angestellte Ingenieur wird das

accidents, section industrielle, continuera à jouir d'un traitement correspondant au groupe XVIII.

Le traitement et le droit à la pension des médecins qui étaient au service d'une section quelconque de l'Office des assurances sociales avant la publication du présent arrêté sont fixés par une décision du comité-directeur afférent à approuver par le Gouvernement.

Il peut être décidé de la même manière que le présent règlement s'appliquera également aux médecins en question, sans préjudice à la question de l'imputation de la dépense afférente comme frais d'administration.

Une décision du comité-directeur afférent approuvée par arrêté ministériel peut étendre l'application du présent statut au personnel des hôpitaux, sanatoria, etc. visé à l'art. 1^{er}, al. 1^{er}.

Art. 23. Aux commis dont le traitement comporte encore, lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, des augmentations biennales, ce système continuera à être appliqué jusqu'au moment où ils avanceront à un grade plus élevé.

Sans préjudice à l'application de l'art. 6 de la loi du 29 juillet 1913 l'employé promu qui toucherait à un moment donné un traitement inférieur à celui dont il aurait bénéficié s'il avait été maintenu dans le grade de commis avec la jouissance de biennales, aura droit tant que dure cette situation au montant plus élevé qui répondrait à l'ancien traitement de commis.

Les auxiliaires actuellement en service pourront continuer à toucher l'indemnité dont ils jouissent au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Le maximum de 30 ans prévu à l'art. 2, al. 1^{er}, n'est pas applicable aux employés auxiliaires qui étaient en service lors de la mise en vigueur du présent arrêté, au cas où ils obtiendraient une nomination définitive.

Tous les agents désignés comme agents de contrôle, agents-contrôleurs, contrôleurs ou contrôleurs d'exploitation qui sont actuellement employés à l'Office et qui jouissent d'un traitement correspondant au groupe V des fonctionnaires de l'Etat, rangeront dans la catégorie des agents-contrôleurs prévue aux art. 7 et 8 ci-dessus.

der Gruppe XVIII entsprechende Gehalt weiterbeziehen.

Das Gehalt und das Anrecht auf Pension der Ärzte, die vor Veröffentlichung gegenwärtigen Beschlusses im Dienste irgend einer Abteilung der Sozialen Versicherungsanstalt standen, werden durch einen seitens der Regierung zu genehmigenden Beschluß des zuständigen Vorstandes festgesetzt.

Desgleichen kann die Anwendung gegenwärtigen Reglementes auf die in Frage stehenden Ärzte beschlossen werden, unbeschadet der Frage betreffend Verrechnung der entsprechenden Ausgabe als Verwaltungskosten.

Ein Beschluß des zuständigen Vorstandes kann nach Genehmigung durch die Regierung die Anwendung des gegenwärtigen Statuts auf das in Art. 1, Abs. 1, bezeichnete Personal der Krankenhäuser, Sanatorien, usw. ausdehnen.

Art. 23. Für Kommis, deren Gehalt bei Inkrafttreten dieses Reglementes noch eine Steigerung durch zweijährige Zulagen erfährt, wird dieser Befoldungsmodus bis zum Aufrücken in einen höheren Rang beibehalten.

Unbeschadet der Anwendung von Art. 6 des Gesetzes vom 29. Juli 1913, hat der Angestellte, welcher befördert wurde und an einem bestimmten Zeitpunkt ein niedrigeres Gehalt bezieht als das, welches er bezogen hätte, falls er im Grade eines Kommis und im Genusse von zweijährigen Zulagen verblieben wäre, Anrecht, solange dieser Zustand andauert, auf den höheren Betrag, der dem früheren Gehalte als Kommis entsprechen würde.

Den zur Zeit im Dienst stehenden Hilfsangestellten kann die Entschädigung, welche sie bei Inkrafttreten dieses Reglementes beziehen, weitergewährt werden.

Das in Art. 2, Abs. 1, vorgesehene Höchstalter von 30 Jahren ist nicht auf die Hilfsbeamten anwendbar, die bei Inkrafttreten gegenwärtigen Beschlusses im Dienste der Sozialen Versicherungsanstalt standen, falls sie eine definitive Anstellung erhalten.

Alle zur Zeit im Dienste des Versicherungsamtes stehenden, als Kontrollbeamte, Kontrollagenten, Kontrolleure oder Betriebskontrolleure bezeichneten Angestellten, die ein der Gruppe V der Staatsbeamten entsprechendes Gehalt beziehen, werden in die gemäß Art. 7 und 8 vorgesehene Kategorie der Kontrollagenten einklassiert.

Art. 24. Le présent règlement entrera en vigueur le quatrième jour qui suivra sa publication au *Mémorial*.

Sont abrogées à partir du même jour toutes les dispositions antérieures concernant l'objet du présent règlement qui sont contraires au texte du nouveau statut ou qui n'y sont pas maintenues.

Château de Berg, le 23 juin 1937.

Charlotte.

*Le Ministre du travail
et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Arrêté grand-ducal du 12 juin 1937, ayant pour objet de faire bénéficier les agents de la police locale étatisée des indemnités de résidence et des indemnités pour charge d'enfants prévues par la loi du 20 avril 1937.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu Nos arrêtés des 27 décembre 1930 et 6 décembre 1933, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1930, concernant l'étatisation de la police locale;

Vu la loi du 20 avril 1937, portant modification des lois des 28 juillet 1925, 13 décembre 1926 et 25 mars 1929, concernant l'adaptation des traitements et pensions au coût de la vie;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les agents de la police locale étatisée toucheront à partir du 1^{er} janvier 1937 les indemnités de résidence de 12, 9 et resp. 6% prévues par l'art. 1^{er} de la loi précitée du 20 avril 1937.

A partir de la même date ils jouiront des indemnités pour charge d'enfants fixées par l'art. 2 de la loi du 20 avril 1937.

Art. 24. Gegenwärtiges Reglement tritt am vierten Tage nach Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Vom gleichen Tage ab sind alle früheren Bestimmungen außer Kraft gesetzt, welche sich auf den Gegenstand gegenwärtigen Reglementes beziehen und welche mit dem Text des neuen Statuts in Widerspruch stehen oder nicht in demselben beibehalten sind.

Schloß Berg, den 23. Juni 1937.

Charlotte.

*Der Minister der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.*

Großh. Beschluß vom 12. Juni 1937, wodurch den Agenten der verstaatlichten Lokalpolizei die durch Gesetz vom 20. April 1937 vorgesehenen Residenz- und Kinderzulagen bewilligt werden.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Wiedereinsicht Unserer Beschlüsse vom 27. Dezember 1930 und 6. Dezember 1933 betreffend die Ausführungsbestimmungen zum Gesetz vom 29. Juli 1930 über die Verstaatlichung der Lokalpolizei;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 20. April 1937, durch das die Gesetze vom 28. Juli 1925, 13. Dezember 1926 und 25. März 1929, die Anpassung der Gehälter und Pensionen an die Kosten der Lebenshaltung betreffend, abgeändert werden;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Organisation des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres Ministers des Innern und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Agenten der verstaatlichten Lokalpolizei beziehen vom 1. Januar 1937 ab die Ortszulagen von 12, 9 und beziehungsweise 6% wie sie durch obenerwähntes Gesetz vom 20. April 1937 vorgesehen sind.

Vom selben Datum ab haben sie Anrecht auf die durch Art. 2 besagten Gesetzes festgesetzten Kinderzulagen.

Le présent article n'est applicable qu'aux membres de la police locale qui touchent les traitements fixés à l'art. 40 du règlement du 27 décembre 1930 à l'exclusion de ceux qui jouissent d'un traitement communal supérieur en vertu du droit acquis que leur confère l'art. 44 du même règlement.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 12 juin 1937.

Charlotte.

Le Ministre de l'Intérieur,
Nic. Braunshausen.

Arrêté grand-ducal du 23 juin 1937, portant fixation des heures d'ouverture des bureaux des hypothèques.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 28 mars 1927, concernant la fixation des heures d'ouverture des bureaux de recettes de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ;

Vu la loi du 7 juin 1937 portant règlement légal du louage de service des employés privés ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les bureaux des hypothèques à Luxembourg et à Diekirch sont ouverts au public tous les jours non fériés de 8 heures à midi et de 2 à 4 heures de l'après-midi, à l'exception de la journée du samedi, pendant laquelle le public n'est admis que de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi.

Art. 2. Notre arrêté du 5 avril 1933 est rapporté.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 23 juin 1937.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,
P. Dupong.

Dieser Artikel findet nur Anwendung auf die Mitglieder der Lokalpolizei, welche die in Art. 40 des Reglementes vom 27. Dezember 1930 festgesetzten Gehälter beziehen, unter Ausschluß derjenigen, die auf Grund des laut Art. 44 desselben Reglementes erworbenen Rechtes ein höheres Gemeindegehalt beziehen.

Art. 2. Unser Minister des Innern ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 12. Juni 1937.

Charlotte.

Der Minister des Innern,
Nik. Braunshausen.

Großh. Beschluß vom 23. Juni 1937, betreffend die Öffnungsstunden der Ämter der Hypothekenbewahrer.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. März 1927, betreffend die Festsetzung der Öffnungsstunden der Einnehmerämter der Enregistrements- und Domänenverwaltung ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 7. Juni 1937 betreffend die gesetzliche Regelung des Dienstvertrages der Privatangestellten ;

Auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Ämter der Hypothekenbewahrer zu Luxemburg und Diekirch sind geöffnet alle Werkstage, von 8 bis 12 Uhr vormittags und von 2 bis 4 Uhr nachmittags, mit Ausnahme des Samstags, an welchem Tage das Publikum nur von 8 Uhr vormittags bis 1 Uhr nachmittags Zutritt hat.

Art. 2. Unser Beschluß vom 5. April 1933 ist abgeschafft.

Art. 3. Unser Minister der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 23. Juni 1937.

Charlotte.

Der Finanzminister,
P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 18 juin 1937, portant nouvelle fixation de la solde de la compagnie de volontaires.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 8 alinéa 3 de la loi du 16 février 1881 sur l'organisation de la Force armée, ainsi que l'arrêté royal-grand-ducal du 2 mars suivant, concernant l'exécution de cette loi ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 20 février 1895 portant règlement d'administration de la Force armée ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 29 juillet 1913, portant modification du règlement d'administration du 20 février 1895 pour la Force armée du Grand-Duché ;

Vu l'arrêté grand-ducal du même jour, portant fixation de la solde de la compagnie de volontaires ;

Vu l'art. 4 alinéa 2 de la loi du 28 mai 1919, portant augmentation des traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat, des ministres des cultes, allocation d'une indemnité de résidence et modification de certaines dispositions sur la pension et la limite d'âge ;

Vu l'art. 5 alinéa 1^{er} de la loi du 28 juillet 1925, concernant l'adaptation des traitements et pensions au coût de la vie ;

Revu les arrêtés grand-ducaux des 26 août 1919, 28 octobre 1921, 21 mars 1922, 15 janvier et 28 septembre 1925, 7 décembre 1928 et 2 février 1932, portant fixation de la solde des caporaux et hommes de la compagnie de volontaires ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1937, la solde de la compagnie de volontaires est fixée comme suit :

Caporaux, maître-tailleur et musiciens de 3 ^{me} classe	fr. 12,20
Soldats de 1 ^{re} classe	fr. 11,20
Soldats de 2 ^{me} classe	fr. 10,90

Une retenue sur la solde de 2 fr. par jour est fixée pour la masse d'habillement.

Les caporaux mariés jouiront en outre du supplément pour enfants.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 18 juin 1937.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Avis. — Office de Statistique. — Par arrêté grand-ducal en date du 18 juin 1937, M. Antoine *Bastian*, commis à l'Office de Statistique, a été nommé contrôleur près la Commission permanente de Statistique. — 21 juin 1937.

Avis. — Enseignement ménager. — Melle *Gindt*, institutrice de l'enseignement primaire à Differdange, est nommé membre de la commission d'examen pour l'obtention des grades de l'enseignement ménager à l'école ménagère de Differdange. — 22 juin 1937.

Avis. — Association syndicale. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'établissement d'un drainage de prés au lieu dit : « In der Sank » à Schrassig, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Schuttrange. — 19 juin 1937.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1936 de 48.726.000 fr. (2^e tranche).

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 4% 1936, 2^e tranche, remboursables le 1^{er} août 1937, a donné le résultat suivant :

<i>Lit. A. — 151 obligations à 1.000 fr. :</i>										
31	406	726	1256	1746	2941	3601	3681	4501	5201	6346
32	407	727	1257	1747	2942	3602	3682	4502	5202	
33	408	728	1258	1748	2943	3603	3683	4503	5203	
34	409	729	1259	1749	2944	3604	3684	4504	5204	
35	410	730	1260	1750	2945	3605	3685	4505	5205	
261	666	821	1331	2196	3401	3661	4046	4806	5251	
262	667	822	1332	2197	3402	3662	4047	4807	5252	
263	668	823	1333	2198	3403	3663	4048	4808	5253	
264	669	824	1334	2199	3404	3664	4049	4809	5254	
265	670	825	1335	2200	3405	3665	4050	4810	5255	
316	676	1031	1531	2666	3411	3666	4136	4966	6251	
317	677	1032	1532	2667	3412	3667	4137	4967	6252	
318	678	1033	1533	2668	3413	3668	4138	4968	6253	
319	679	1034	1534	2669	3414	3669	4139	4969	6254	
320	680	1035	1535	2670	3415	3670	4140	4970	6255	
<i>Lit. B. — 44 obligations à 5.000 fr. :</i>										
19	213	476	617	713	808	1026	1303	1433	1587	1707
41	305	480	631	736	835	1037	1308	1474	1619	1743
129	323	486	664	738	895	1198	1309	1490	1643	1768
210	354	496	687	744	904	1241	1425	1514	1672	1771
<i>Lit. C. — 8 obligations à 100.000 fr. :</i>										
21	45	107	114	145	160	197	334			

Le remboursement se fera sans frais entre les mains du porteur à la Caisse générale de l'Etat à Luxembourg et aux caisses des comptables de l'Administration des Postes et des Télégraphes du Grand-Duché, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 18 juin 1937.

Avis. — Société d'élevage. — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société d'élevage dite « Rinderzucht-Genossenschaft » de Consdorf, a déposé au secrétariat communal de Consdorf l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 19 juin 1937.

Avis. — Association syndicale. — Par arrêté en date du 10 février 1933, l'association syndicale pour la construction de trois chemins d'exploitation aux lieux dits : « In den Stücken », « In Brücherchen », « Auf der Heide » à Mertert, dans la commune de Mertert, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Mertert. — 18 juin 1937.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1936 de 50.000.000 fr.

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 4% 1936 de 50.000.000 fr., remboursables le 15 juillet 1937, a donné le résultat suivant :

Lit. A — 105 obligations à 1.000 fr. :

351	451	491	2501	2531	10221	10691	11481	11521	13691	14991
352	452	492	2502	2532	10222	10692	11482	11522	13692	14992
353	453	493	2503	2533	10223	10693	11483	11523	13693	14993
354	454	494	2504	2534	10224	10694	11484	11524	13694	14994
355	455	495	2505	2535	10225	10695	11485	11525	13695	14995
356	456	496	2506	2536	10226	10696	11486	11526	13696	
357	457	497	2507	2537	10227	10697	11487	11527	13697	
358	458	498	2508	2538	10228	10698	11488	11528	13698	
359	459	499	2509	2539	10229	10699	11489	11529	13699	
360	460	500	2510	2540	10230	10700	11490	11530	13700	

Lit. B — 13 obligations à 5.000 fr. :

595	683	1095	1255	1675	1713	2167	
596	684	1096	1256	1676	1714		

Lit. C — 16 obligations à 10.000 fr. :

5	249	534	703	1261	1621	1834	2374
79	437	649	1195	1346	1686	1944	2410

Le remboursement se fera sans frais entre les mains du porteur à la Caisse générale de l'Etat à Luxembourg et aux caisses des comptables de l'Administration des Postes et des Télégraphes du Grand-Duché, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 18 juin 1937.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 7 avril 1937, le conseil communal de Lorentzweiler a modifié le règlement sur les cimetières des sections de Lorentzweiler et de Bofferdange-Helmdange. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 16 juin 1937.